



Institut
EGA

Recentrage américain, Occident contractuel : relire les relations transatlantiques à l'aune de la stratégie de sécurité nationale américaine

Tewfik Hamel

Docteur en histoire militaire, chercheur associé à l’Institut d’études de géopolitique appliquée (Iega).

2 janvier 2026

Les opinions exprimées dans ce texte n’engagent que la responsabilité de l’auteur.

ISSN : 2739-3283

© Tous droits réservés, Paris, Institut d’études de géopolitique appliquée, 2026.

Comment citer cette publication :

Tewfik Hamel, *Recentrage américain, Occident contractuel : relire les relations transatlantiques à l'aune de la stratégie de sécurité nationale américaine*, Institut d’études de géopolitique appliquée, Paris, 2 janvier 2026.

66 avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris

Courriel : secretariat@institut-ega.org

Site internet : www.institut-ega.org

Table des matières

Résumé	2
Abstract	2
Introduction	3
La NSS 2025 : recentrage de l'intérêt national et requalification des alliés	4
<i>De la « domination globale » au recentrage sur l'intérêt national</i>	4
<i>Souveraineté, frontières, économie et sécurité : les nouvelles priorités</i>	4
L'Occident recomposé : l'Europe entre centralité économique et fragilités civilisationnelles	5
<i>Europe indispensable, Europe fragilisée</i>	5
<i>Une vision civilisationnelle de l'alliance : « promouvoir la grandeur européenne »</i>	6
<i>Ukraine, Russie et fracture intra-occidentale</i>	6
Une alliance conditionnelle : OTAN, partage du fardeau et scénarios de recomposition .	7
<i>De la solidarité automatique à la solidarité conditionnelle</i>	7
<i>Vers une OTAN à géométrie variable ?</i>	8
<i>Coopération sélective et fractures normatives</i>	8
Vers un Occident conditionnel et disputé	9

Résumé

La stratégie de sécurité nationale américaine de 2025 (NSS 2025) confirme le tournant dans la manière dont Washington conçoit l’Occident et l’alliance transatlantique. Le document rompt avec l’ambition de gestion d’un « ordre libéral » global pour recentrer la politique étrangère sur la sécurité du territoire, la prospérité économique et la cohésion interne. Ce recentrage requalifie les alliés européens : l’« Occident » n’est plus une communauté évidente, mais un ensemble de partenariats conditionnés à la contribution concrète des Européens en matière de dépenses de défense, de résilience industrielle et de contrôle des frontières. La NSS 2025 combine une vision civilisationnelle de l’Occident, à savoir promouvoir la « grandeur européenne » et la souveraineté des nations, avec une exigence de partage du fardeau au sein de l’OTAN et une coopération sélective face à la Chine, à la Russie et aux chocs systémiques. La guerre d’Ukraine, la crise énergétique et les divergences sur le climat, la migration et la gouvernance démocratique révèlent un Occident fragmenté, traversé par des fractures internes. L’article soutient que la NSS 2025 entérine le passage d’un Occident communautaire à un Occident contractuel, où les relations transatlantiques restent structurantes mais deviennent l’objet d’une renégociation permanente des intérêts, des normes et des identités.

Mots-clés : Relations transatlantiques ; Occident ; Stratégie de sécurité nationale (NSS 2025) ; États-Unis ; Union européenne ; OTAN ; partage du fardeau ; souveraineté ; sécurité économique ; guerre en Ukraine ; Chine ; Russie ; ordre libéral ; recomposition stratégique.

Abstract

The 2025 U.S. National Security Strategy (NSS 2025) marks a turning point in how Washington conceives the West and the transatlantic alliance. The document breaks with the post–Cold War ambition of managing a global “liberal order” and recentres foreign policy on territorial security, economic prosperity and domestic cohesion. This shift requalifies European allies: the “West” is no longer taken as a natural community, but as a set of partnerships conditional upon Europe’s concrete contributions in terms of defence spending, industrial resilience and border control. The NSS 2025 combines a civilizational vision of the West – promoting “European greatness” and national sovereignty – with a hardening burden-sharing agenda within NATO and selective coalitions to address China, Russia and systemic shocks. The war in Ukraine, the energy crisis and divergences over climate policy, migration and democratic governance reveal a fragmented West, riven by internal cleavages. The article argues that the NSS 2025 consolidates a shift from a communal to a contractual West, in which transatlantic relations remain structurally central but become the object of continuous renegotiation of interests, norms and identities.

Keywords: Transatlantic relations; West; National Security Strategy (NSS 2025); United States; European Union; NATO; burden-sharing; sovereignty; economic security; war in Ukraine; China; Russia; liberal order; strategic recomposition.

Introduction

La publication, à l'automne 2025, de la nouvelle *National Security Strategy* (NSS) des États-Unis intervient dans un contexte où les relations transatlantiques sont à la fois indispensables et profondément contestées. Le document rompt avec l'optimisme institutionnaliste de l'après-guerre froide et se présente explicitement comme une correction d'« élites » accusées d'avoir dilué l'intérêt national dans la gestion d'un « ordre libéral » coûteux et inefficace (White House, 2025, p. 2-3). La NSS 2025 revendique une définition plus resserrée des intérêts vitaux américains, un recentrage sur la prospérité interne et un refus de « porter sur ses épaules l'ordre mondial » sans partage des charges.

Ce repositionnement signifie la requalification de l'« Occident » par les États-Unis d'Amérique. Sur le plan économique, la centralité transatlantique demeure. En 2024, les États-Unis et l'Union européenne (UE) représentent ensemble environ 48,6 milliers de milliards de dollars de PIB sur un total mondial d'environ 111,3 milliers de milliards, soit près de 44 % de la richesse produite dans le monde (World Bank, 2025). Sur le plan commercial, l'UE et les États-Unis concentrent près de 30 % du commerce mondial de biens et services, tandis que les échanges bilatéraux ont atteint plus de 1 680 milliards d'euros en 2024 (Council of the EU, 2025 ; European Commission, 2025). Dans le domaine militaire, les données du SIPRI montrent que les dépenses militaires mondiales ont atteint 2 443 milliards de dollars en 2023, soit 2,3 % du PIB mondial, puis 2 718 milliards en 2024, soit 2,5 % du PIB, les cinq principaux dépensiers (États-Unis, Chine, Russie, Allemagne, Inde) concentrant environ 60 % du total (SIPRI, 2024). En 2023, les 31 membres de l'OTAN représentaient à eux seuls 1 341 milliards de dollars, soit 55 % des dépenses militaires mondiales (SIPRI, 2024).

Pourtant, cette densité d'interdépendances économiques, militaires et technologiques coexiste avec une fragmentation politique et normative croissante. La NSS 2025 assume cette tension et réaffirme l'importance stratégique de l'Europe tout en transformant l'alliance transatlantique en relation conditionnelle, indexée sur la capacité des alliés à partager le fardeau militaire, à soutenir la compétition géo-économique et à « restaurer leur confiance civilisationnelle » (White House, 2025, p. 25). L'enjeu est d'examiner comment cette stratégie reconfigure les relations transatlantiques et requalifie l'idée même d'Occident.

La NSS 2025 : recentrage de l'intérêt national et requalification des alliés

De la « domination globale » au recentrage sur l'intérêt national

Une première rupture de la NSS 2025 concerne le diagnostic porté sur l'ère post-guerre froide. Le document reproche aux administrations précédentes d'avoir confondu défense de l'intérêt national et gestion d'un ordre mondial libéral, en multipliant les engagements militaires, les élargissements d'alliances et les agendas normatifs globaux au point de « diluer » la puissance américaine (White House, 2025, p. 2–4). La stratégie oppose à cette logique expansive une hiérarchie plus stricte des priorités : la sécurité du territoire, la prospérité économique, la cohésion sociale et la préservation du mode de vie américain sont élevées au rang d'intérêts vitaux, tandis que la « promotion globale de la démocratie » cesse d'être présentée comme mission structurante.

Ce recentrage s'accompagne d'une relecture de l'interdépendance. La NSS 2025 souligne les avantages de la position américaine (premier PIB mondial, statut de monnaie de réserve, domination technologique, puissance militaire) mais insiste sur la nécessité d'enrayer la désindustrialisation, de sécuriser les chaînes d'approvisionnement et de limiter les vulnérabilités créées par la mondialisation des flux de capitaux, de données et de biens (White House, 2025, p. 6–7). Dans cette optique, la politique étrangère n'est plus pensée comme gestion d'un « bien public » global, mais comme prolongement d'une stratégie de reconstruction interne. La notion de « sécurité économique nationale » devient aussi centrale que la sécurité militaire.

Cette grille de lecture a des implications directes pour les alliés. L'« Occident » est désormais décrit comme un agrégat d'États dont la valeur se mesure à leur contribution concrète à la puissance et à la sécurité américaines. Les différends commerciaux intra-occidentaux, sur l'acier, les subventions industrielles, les normes technologiques ou les régimes de sanctions sont explicitement requalifiés en enjeux de sécurité économique, car ils affectent la capacité américaine à financer son effort de défense et à maintenir son avantage technologique (White House, 2025, p. 10–11).

Souveraineté, frontières, économie de sécurité : les nouvelles priorités

La seconde rupture concerne la manière dont la NSS 2025 articule souveraineté, frontières et sécurité. Le texte affirme que « l'ère de la migration de masse doit prendre fin », que la migration incontrôlée fragilise les ressources publiques, accroît la criminalité, fragilise la cohésion sociale et « sape la sécurité nationale ». Il pose en conséquence que « la sécurité des frontières est l'élément premier de la sécurité nationale » (White House, 2025, p. 5). Cette formulation prend place dans une série d'objectifs régionaux qui redéfinissent la doctrine de Monroe : stabiliser l'hémisphère occidental, contrôler les flux migratoires, empêcher les «

incursions hostiles » et protéger les infrastructures et chaînes de valeur critiques dans les Amériques (White House, 2025, p. 5).

Sur le plan économique, la NSS 2025 prolonge l'agenda de réindustrialisation engagé depuis la fin des années 2010 : relocalisation ou « near-shoring » de segments industriels clés, sécurisation de l'approvisionnement en matières premières, soutien massif à l'innovation dans les technologies jugées stratégiques (semi-conducteurs, IA, biotechnologies, quantique) (White House, 2025, p. 6–7). Elle insiste sur la nécessité de transformer la base industrielle de défense pour produire en volume des capacités à bas coût en matière de drones, munitions guidées et systèmes de défense aérienne afin de soutenir des conflits de haute intensité et des engagements prolongés sans épuiser le stock industriel.

Ces priorités internes dessinent en creux une redéfinition du rôle des alliés. Ceux-ci ne sont plus des bénéficiaires de la protection américaine et sont sommés de contribuer à la stabilité régionale, d'aligner leurs régimes de contrôle des exportations et d'assumer un effort de défense substantiel pour « tenir leur rang » dans un environnement stratégique plus dur (White House, 2025, p. 12). C'est dans ce cadre que la question des dépenses de défense européennes est posée comme indicateur de crédibilité et de viabilité de l'alliance.

L'Occident recomposé : l'Europe entre centralité économique et fragilités civilisationnelles

Europe indispensable, Europe fragilisée

La NSS 2025 ne propose pas de « tourner la page » de l'Europe. Au contraire, elle qualifie le continent de partenaire « stratégiquement et culturellement vital » pour les États-Unis, et souligne que la prospérité américaine demeure largement liée à la stabilité et à la richesse de l'espace euro-atlantique (White House, 2025, p. 25). Les données récentes confirment cette interdépendance. En 2024, le commerce UE–États-Unis en biens et services a dépassé 1 680 milliards d'euros, ce qui en fait la relation commerciale bilatérale la plus importante au monde. Ensemble, les deux rives de l'Atlantique représentaient environ 43 % du PIB mondial et près de 30 % du commerce mondial de biens et services (Council of the EU, 2025).

Pourtant, ce constat coexiste avec un diagnostic très critique sur l'évolution interne du continent. La NSS rappelle que la part de l'Europe continentale dans le PIB mondial est passée d'environ 25 % en 1990 à 14 % aujourd'hui, en partie en raison de politiques et de réglementations jugées défavorables à la créativité et à l'industrie (White House, 2025, p. 25). Surtout, le texte évoque une « perspective d'effacement civilisationnel », associant à ce déclin économique la combinaison de plusieurs tendances : rôle jugé intrusif des institutions

supranationales, politiques migratoires « transformant le continent », restrictions à la liberté d'expression, « suppression de l'opposition politique », chute des taux de natalité et « perte de confiance en soi » (White House, 2025, p. 25).

Ce cadrage, polémique, renvoie toutefois à un débat réel sur la redéfinition de l'Occident. De nombreux travaux soulignent la convergence de trois dynamiques : érosion relative de la puissance économique occidentale, montée de puissances non occidentales et fragmentation interne de l'Occident, marqué par la polarisation politique, la contestation de la mondialisation et la montée de forces illibérales. Cette configuration nourrit l'idée d'un Occident « post-occidental », toujours central mais moins homogène, plus fracturé, traversé par des conflits de valeurs et de modèles de développement.

Une vision civilisationnelle de l'alliance : « promouvoir la grandeur européenne »

Une originalité importante de la NSS 2025 réside dans le traitement explicitement civilisationnel de la relation transatlantique. Dans une section intitulée « Promoting European Greatness », le document affirme que la finalité de la politique américaine vis-à-vis de l'Europe n'est pas seulement de préserver des bases militaires ou des flux commerciaux, mais d'aider le continent à « rester européen », à « regagner sa confiance civilisationnelle » et à s'écartier de ce qui est décrit comme une trajectoire de « suffocation réglementaire » (White House, 2025, p. 25). Il s'agit donc, aux yeux des rédacteurs, de préserver un certain type d'Occident, défini par l'attachement aux nations, aux libertés publiques et à l'économie de marché.

Ce discours s'accompagne d'une critique frontale de ce que la NSS décrit comme des « restrictions antidémocratiques » imposées au nom de la lutte contre la désinformation ou l'extrémisme. Le texte affirme que les États-Unis « s'opposeront aux restrictions élitistes et antidémocratiques des libertés fondamentales en Europe, dans l'anglosphère et dans le reste du monde démocratique », y compris parmi leurs alliés (White House, 2025, p. 12). Il établit ainsi une ligne de fracture interne à l'Occident avec d'un côté des élites accusées de sacrifier la souveraineté et les libertés au nom de normes transnationales et, de l'autre, des forces « patriotiques » présentées comme porteuses d'un renouveau civilisationnel.

En pratique, cette vision civilisationnelle transforme la relation transatlantique en espace de compétition politique. Les États-Unis n'exigent pas uniquement des budgets de défense plus élevés, mais se réservent aussi le droit de juger des orientations internes des alliés, notamment en matière de libertés publiques, de politiques migratoires ou d'architecture institutionnelle.

Ukraine, Russie et fracture intra-occidentale

La guerre d'Ukraine constitue un banc d'essai emblématique de cette recomposition. La NSS 2025 affirme que les alliés européens disposent, à l'exception de l'arsenal nucléaire, d'un avantage de puissance matérielle significatif sur la Russie, mais que la manière dont ils gèrent le conflit comporte des risques de sur-engagement, de choc économique et d'escalade incontrôlée (White House, 2025, p. 25–26). Le texte insiste sur le fait qu'il est « un intérêt vital des États-Unis de négocier une cessation rapide des hostilités en Ukraine », afin de stabiliser les économies européennes, de prévenir toute extension ou escalade de la guerre, de restaurer

une forme de stabilité stratégique avec la Russie et de permettre la reconstruction de l'Ukraine comme État viable (White House, 2025, p. 26).

Ce positionnement met en lumière une divergence avec certains gouvernements européens qui envisagent l'issue de la guerre en Ukraine comme déterminante pour l'ordre de sécurité européen. Dans la lecture proposée par la NSS, une large partie des opinions publiques en Europe aspirerait à une sortie de crise, mais cette demande ne trouverait qu'imparfaitement traduction politique, notamment en raison de la structure des coalitions gouvernementales, du poids des institutions supranationales et de la peur d'apparaître « faibles » face au Kremlin. Dès lors, le rôle des États-Unis est conçu moins comme celui d'un chef de file incontesté que comme celui d'un arbitre cherchant à moduler les engagements européens et à éviter, selon les autorités américaines, une dynamique d'engrenage.

Cette situation met brutalement en évidence le fait qu'il n'existe plus de consensus automatique ni sur la nature de la menace, ni sur les modalités de la réponse (guerre d'attrition, règlement négocié, détente conditionnelle). La relation transatlantique devient le lieu où s'affrontent des options stratégiques divergentes, sous l'arbitrage d'un Washington davantage préoccupé par la compétition avec la Chine, la sécurité économique et la cohésion interne.

Une alliance conditionnelle : OTAN, partage du fardeau et scénarios de recomposition

De la solidarité automatique à la solidarité conditionnelle

Dans ce cadre, l'OTAN est présentée comme un instrument dont la pertinence doit être constamment démontrée. La NSS 2025 rappelle que les États-Unis entendent poursuivre une politique de « partage et de transfert du fardeau » : « les jours où les États-Unis se comportaient comme un assureur de dernier ressort pour des alliés qui refusaient d'investir dans leur propre défense doivent prendre fin » (White House, 2025, p. 12). Les alliés sont invités à assumer la « responsabilité primaire » de la sécurité dans leurs régions, tandis que Washington se réserve un rôle de « conveneur et soutien », mobilisant des outils économiques, technologiques et militaires pour renforcer les coalitions régionales (White House, 2025, p. 12).

Cette logique relativise la solidarité automatique associée à l'article 5. Si l'engagement de défense collective n'est pas remis en cause formellement, il est réinscrit dans une architecture où la contribution de chaque allié (en termes budgétaires, industriels, opérationnels et normatifs) est un critère plus que jamais central. Les données récentes montrent que cette pression a déjà produit des effets : selon le SIPRI et des analyses de l'Atlantic Council, les dépenses de défense des Européens et du Canada sont passées en moyenne d'environ 1,66 %

du PIB en 2022 à plus de 2 % en 2024, et 23 membres de l'Alliance dépassent désormais le seuil des 2 % (Atlantic Council, 2025).

Cependant, selon les États-Unis d'Amérique, cet ajustement reste incomplet. Il s'agit moins d'atteindre un seuil symbolique que de transformer en profondeur les bases industrielles et les cultures stratégiques, pour permettre aux Européens de soutenir des efforts prolongés dans un environnement marqué par la guerre d'Ukraine, les tensions au Moyen-Orient et la rivalité sino-américaine. La solidarité devient ainsi conditionnelle et dépend de la capacité des alliés à démontrer qu'ils sont des multiplicateurs de puissance plutôt que des consommateurs de sécurité.

Vers une OTAN à géométrie variable ?

Au-delà de la question du fardeau, la NSS 2025 ouvre la voie à une remise en question plus structurelle de l'Alliance. Le texte suggère qu'à moyen terme, les transformations démographiques et politiques pourraient conduire certains pays de l'OTAN à devenir majoritairement « non européens » dans leur identité et leurs préférences, ce qui poserait la question du sens originel du « traité de l'Atlantique Nord » (White House, 2025, p. 25). Sans annoncer de rupture, il évoque ainsi la possibilité de formats plus flexibles, articulés autour de coalitions régionales ou fonctionnelles.

On peut esquisser plusieurs scénarios de recomposition :

1. **Un recentrage sur un noyau euro-atlantique** : quelques États disposant de capacités militaires robustes et de préférences stratégiques convergentes (États-Unis, Royaume-Uni, France, quelques puissances d'Europe centrale et du Nord) assumeraient l'essentiel de la charge, tandis que d'autres membres resteraient en périphérie.
2. **Une OTAN à géométrie variable** : l'Alliance fonctionnerait comme une « boîte à outils » permettant des coalitions *ad hoc* selon les théâtres (Baltique, Méditerranée, Moyen-Orient, Indo-Pacifique) avec une implication américaine modulée en fonction des priorités.
3. **Un basculement progressif vers des arrangements régionaux** : l'UE développerait davantage sa propre capacité d'action (PESCO, Boussole stratégique), tout en restant arrimée à la puissance américaine pour la dissuasion nucléaire, la supériorité technologique et certaines fonctions globales (cyber, spatial).

Dans toutes ces variantes, l'OTAN cesse d'être un symbole indiscuté de l'unité occidentale pour devenir un cadre d'opérationnalisation de convergences, toujours renégociées, entre intérêts américains et européens. La NSS 2025 entérine cette évolution en subordonnant explicitement la valeur de l'Alliance à sa contribution à la protection des intérêts vitaux américains : empêcher la domination de l'Europe par une puissance hostile, préserver l'accès aux marchés et technologies clés, et stabiliser le flanc euro-atlantique pour concentrer les ressources sur la compétition avec la Chine (White House, 2025, p. 5–7, 25–26).

Coopération sélective et fractures normatives

La NSS 2025, enfin, réarticule la coopération transatlantique dans un cadre plus large de coalitions sélectives. Sur la Chine, les États-Unis entendent s'appuyer sur les Européens pour

dénoncer la surcapacité industrielle chinoise, encadrer les investissements et contrôler les exportations de technologies sensibles. Sur le plan technologique, ils cherchent à fédérer un « bloc numérique » capable d'imposer ses standards en intelligence artificielle, 5G/6G, cybersécurité et biotechnologies tandis que sur le plan économique, ils plaident pour une coordination renforcée en matière de résilience des chaînes de valeur (White House, 2025, p. 6–7, 10–11).

Cette logique de coalition se heurte toutefois à des fractures normatives internes à l'Occident. Sur le climat, la NSS 2025 critique explicitement certaines politiques de « zéro net » et de régulation environnementale européenne, accusées d'affaiblir l'industrie et d'accroître la dépendance énergétique (White House, 2025, p. 7). Sur la migration, elle fustige les approches européennes comme facteurs de déstabilisation interne et de vulnérabilité stratégique (White House, 2025, p. 5, 25). Sur la gouvernance démocratique, elle dénonce la multiplication de dispositifs de contrôle de l'information au nom de la lutte contre les discours de haine et la désinformation, qui seraient susceptibles de restreindre la liberté d'expression et le pluralisme politique (White House, 2025, p. 12).

L'Occident qui émerge de cette vision est donc profondément ambivalent en ce qu'il reste central en termes de puissance économique, militaire et technologique, mais traversé par des clivages profonds sur la définition de la souveraineté, de la liberté et de la modernité. Les relations transatlantiques restent structurantes, mais elles ne s'appuient plus sur un socle normatif présumé consensuel. Elles doivent se reconstituer dans un environnement de contestation et de renégociation permanentes.

Vers un Occident conditionnel et disputé

La *National Security Strategy* 2025 ne sanctionne ni la fin des relations transatlantiques ni l'abandon de l'Occident comme référence structurante. Elle réaffirme l'importance vitale d'une Europe stable, prospère et militairement crédible pour la sécurité et la puissance américaine, et souligne la persistance d'une interdépendance économique et stratégique d'une ampleur exceptionnelle entre les deux rives de l'Atlantique (White House, 2025, p. 5, 25). Dans le même temps, elle consacre la fin d'un Occident conçu comme communauté évidente, fondée sur un héritage partagé et des institutions communes.

L'Occident qui se dessine est conditionnel. L'appartenance ne repose plus sur une identité abstraite, mais sur la capacité à contribuer de manière tangible à la protection des intérêts vitaux américains : effort de défense soutenu, adaptation industrielle à la guerre de haute intensité, alignement sur des priorités de sécurité économique, convergence minimale sur certaines questions civilisationnelles. L'alliance transatlantique est devenue pour les États-Unis un faisceau de relations contractuelles et performatives, évaluées à l'aune de critères quantifiables (dépenses militaires, résilience industrielle, cohésion interne) et de conflits politiques internes.

Pour les Européens, ce déplacement ouvre un double défi. Il impose, d'une part, de prendre au sérieux la menace de marginalisation stratégique dans un monde où le centre de gravité

économique et militaire se déplace vers l'Indo-Pacifique, et où la patience américaine vis-à-vis d'alliés jugés « free-riders » s'érode. Il oblige, d'autre part, à repenser l'Occident comme un espace de délibération et de contestation plutôt que comme un bloc homogène : à assumer des désaccords profonds avec Washington sur la migration, le climat, la gouvernance démocratique, sans rompre les liens structurants qui fondent encore, pour une large part, l'ordre international.

En ce sens, la NSS 2025 agit comme révélateur et accélérateur d'une transition d'un Occident qui n'est plus le centre incontesté de l'ordre mondial, mais demeure un pivot de la configuration stratégique globale ; celle d'une alliance transatlantique qui ne repose plus sur une solidarité de principe, mais sur des équilibres négociés, incertains, en constante reconfiguration. C'est dans cet entre-deux, entre continuité et rupture, interdépendance persistante et fragmentation croissante que se redessinent aujourd'hui les relations transatlantiques.



Institut EGA

ISSN : 2739-3283

© Tous droits réservés, Paris, Institut d'études de géopolitique appliquée, 2026.

Institut d'études de géopolitique appliquée
66 avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris

Courriel : secretariat@institut-ega.org

Site internet : www.institut-ega.org